



Appel à soumission d'articles

Gouvernance et Petite Agriculture en Afrique de l'Ouest

Organisation: Programme de Gouvernance Economique, Idasa,

Dates de la Conférence : 8-10 novembre 2010/ Nairobi, Kenya

Du 8 au 10 novembre 2010, le programme de Gouvernance Economique d'Idasa accueillera une conférence sur « Gouvernance et Petite Agriculture en Afrique de l'Ouest ». Le but de cette conférence est de discuter de la gouvernance et des processus d'investissement public, et de la façon dont ceux-ci modèlent la petite agriculture dans la région. La réunion se concentrera spécifiquement sur trois thèmes : priorités pour l'investissement public dans l'agriculture; tendances des dépenses publiques sur la petite agriculture ; et, processus politiques et participation des financeurs. La conférence fournira un forum aux parties prenantes pour identifier les contraintes et les opportunités dans l'agriculture et tracer les leçons interdisciplinaires et les bonnes pratiques.

Contexte et Possibilité :

En Afrique, l'agriculture continue d'être le pilier de la plupart des économies nationales et constitue le gagne-pain principal des ménages pauvres ruraux. Pour un continent faisant face à des pénuries perpétuelles de nourriture et à des ressources financières limitées, répondre aux défis du développement rural durable et de la réduction de la pauvreté représente une entreprise décourageante pour la plupart des gouvernements. Promouvoir l'agriculture reste crucial pour répondre aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) de réduction de moitié de la pauvreté et de la faim d'ici 2015. Cependant, un manque de propositions pour transformer la petite agriculture à travers l'Afrique a ébranlé les efforts destinés à surmonter les contraintes et à profiter des opportunités dans le secteur. Par exemple, le paradoxe des allocations budgétaires déclinantes pour l'agriculture, malgré leur contribution toujours élevée au PIB dans la plupart des pays africains, reflète quelques-unes des inconsistances qui ont besoin d'être réparées. Avec seulement 19% des pays africains satisfaisant à leur engagement d'allouer au moins 10% de leur dépense nationale à l'agriculture, il est évident qu'une modification profonde de la

réflexion à travers le continent sera demandée pour atteindre les objectifs ambitieux tels que ceux présentés dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Cela a fait apparaître des demandes pour une modification modèle dans la réflexion sur des moyens appropriés pour s'occuper des multiples facettes des interventions du développement rural.

Des régions, comme ECOWAS, ont pris connaissance du rôle que l'agriculture joue dans le développement national et ont répondu aux défis qui se présentent tels que sécheresse, pénuries de nourriture, augmentation des prix de la nourriture, changement climatique et rôle des biocarburants. En réagissant à de tels défis, il est devenu de plus en plus important pour les décideurs dans la région ECOWAS de s'appuyer sur des cadres régionaux de gouvernance, pour formuler des propositions et des actions en faveur du développement rural. Le partage des leçons et l'exploration des bonnes pratiques autour de problèmes clés tels que la mise en place de priorités et la formulation de politique pro-pauvres est essentiel à ce processus.

Approche

La Conférence sera organisée autour de présentations d'articles et de sessions de discussions facilitées autour des trois sous-thèmes suivants : (i) Priorités pour l'investissement dans l'agriculture; (ii) Tendances des dépenses publiques sur la petite agriculture ; et processus politiques et participation des parties prenantes.

Sous-thème 1 : Priorités pour l'investissement dans l'Agriculture

Au cours des deux dernières années, il y a eu un intérêt renouvelé pour la petite exploitation agricole comme conducteur de croissance et de réduction de la pauvreté en l'Afrique subsaharienne. Les gouvernements et agences de développement semblables ont exprimés l'espoir qu'un tel intérêt renouvelé repoussera finalement le scepticisme considérable concernant la question de savoir si l'investissement public dans la petite exploitation agricole conduira, en définitive, à la croissance désirée et à la réduction de la pauvreté, étant donné les antécédents d'investissements agricoles ratés en Afrique. Il est maintenant largement reconnu que les investissements fondés sur l'agriculture ont le potentiel de conduire à une croissance économique plus large, et fournissent aussi de meilleures perspectives aux résultats de développement pro-pauvres, comme la pauvreté est la plus chronique dans les parties rurales de l'Afrique, où plus de 65% de la population africaine vit. A cause de la complexité de la plupart des systèmes des moyens d'existence ruraux, les détails concernant la forme des investissements à rendre prioritaires sous conditions socio-économiques précises restent cependant mal compris. Ces points faibles ont ébranlé les efforts d'investissement pour réduire la pauvreté par la transformation de la petite agriculture. Ce sous-thème étudie les leçons et les bonnes pratiques qui sont nées du travail fait sur les priorités et les successions des investissements fondés

sur l'agriculture pour atteindre des résultats pro-pauvres. Il explore en particulier les questions suivantes :

- Dans quelle mesure la petite agriculture fournit-elle des opportunités réalistes aux populations rurales pour qu'elles se sortent d'elles-mêmes de la pauvreté ?
- Quelles sont les tendances actuelles dans l'investissement pour soutenir la petite exploitation agricole et comment ont-elles été efficaces dans les différents pays africains ?
- Quels secteurs d'investissement dans le développement agricole/rural offrent les meilleurs retours et comment cela est-il affecté par le contexte socio-économique ?
- Quelles sont les approches les plus efficaces pour la succession des investissements pour soutenir la petite agriculture ?

Sous-thème 2 : Tendances dans les dépenses publiques et petite agriculture

De nombreux gouvernements africains continuent de traiter l'agriculture comme un style de vie pour les familles paysannes, de telle sorte que les engagements concrets pour transformer les moyens d'existence ruraux sont rarissimes. Actuellement la plupart des pays ECOWAS allouent moins de 6% de leurs budgets nationaux à l'agriculture malgré le fait que le secteur contribue à hauteur de 18% en moyenne au PIB. Le manque de systèmes d'organisation d'agriculteurs et le soutien limité de la part de groupes de la société civile a sapé la capacité des petits agriculteurs à mettre la pression sur les gouvernements, par le biais de lobbying soutenu pour un partage des dépenses publiques satisfaisant. Ce sous-thème se concentre sur les tendances des dépenses publiques sur l'agriculture, et sur la nature et l'ampleur de leur impact sur la petite agriculture. Ce thème invitera en particulier à s'interroger sur les questions suivantes :

- Quelles sont les tendances des dépenses gouvernementales sur la petite agriculture et comment sont-elles efficaces dans la promotion d'une croissance économique pro-pauvres ?
- Quelles sont les dépenses du gouvernement sur l'agriculture par rapport aux engagements avancés (e.g. Déclaration Maputo) et quelles stratégies de défense sont plus efficaces pour tenir les gouvernements responsables de leurs engagements ?
- Comment les programmes de dépenses publiques peuvent-ils être suffisamment ciblés pour permettre aux petits agriculteurs de saisir les bénéfices à part entière ?

Sous-thème 3 : Participation des parties prenantes dans la politique agricole

La participation des parties prenantes est une pratique courante dans les décisions contemporaines de développement. Cela est crucial pour établir la

propriété et un processus conduit par la demande selon une perspective de financeur. Une contrainte clé est le manque d'informations suffisantes et accessibles pour permettre aux parties prenantes, à différents niveaux, de s'engager suffisamment dans un dialogue ouvert et dans des processus de négociation sur des problèmes qui concernent leurs intérêts. Ce problème reste un défi important pour les processus de formulation de la politique concernant la petite agriculture à travers l'Afrique. Les groupes d'agriculteurs restent en marge des processus de dépenses publiques et de mise en place des priorités, sans voix au chapitre pour influencer sur les décisions politiques qui affectent le secteur. Souvent ils ne sont pas suffisamment organisés ou pas assez informés pour retenir d'autres financeurs plus sophistiqués avec des alternatives concrètes qui représentent mieux les besoins et aspirations des petits agriculteurs. Ce thème explore les modèles de participation des parties prenantes dans les processus de décisions agricoles et distille des leçons clés pour rendre ces derniers plus efficaces. Ce thème s'attaque en particulier aux questions suivantes :

- Quels sont les modèles actuels de participation des parties prenantes dans le processus de décision politique agricole, et ont-ils amélioré les résultats de la politique pro-pauvres ?
- Quelles sont les contraintes les plus pressantes pour une représentation des agriculteurs efficace dans les processus de formulation de la politique agricole et comment celles-ci peuvent-elles être surmontées ?
- Qu'est-ce qu'une 'bonne pratique' dans la conception de modèles pour la participation des petits agriculteurs dans les décisions des tribunes nationales et régionales ?

Résumés :

Le résumé devra être autonome et sans citation, et ne devra pas excéder 150 mots. Il abordera directement les questions/problèmes soulevé(e)s dans chaque sous-thème, en utilisant des résultats fondés sur des données. Les résumés doivent contenir le titre de l'article, le(s) nom(s) de(s) auteur(s), les coordonnées professionnelles, et les coordonnées de(s) auteur(s).

Préférence sera donnée aux résumés et articles définitifs des participants de l'Afrique de l'Ouest. Tous les résumés doivent être envoyés à Leslie Nyagah sur lnyagah@idasa.org.za d'ici au 31 mai pour examen.

Articles définitifs :

Tous les articles définitifs doivent être soumis par voie électronique d'ici au 1^{er} octobre 2010. Les articles devront explorer des découvertes fondées sur des données et peuvent être théoriques, empiriques ou orientés vers la politique, et peuvent aborder des problèmes issus de divers points de vue disciplinaires. De

plus, les articles devront être non publiés, présenter des réflexions qui remplissent des omissions cruciales dans le savoir ou la politique et/ou analyser un problème émergent. Tous les articles devront être soumis selon ces instructions : max. 6000 mots ou 20 pages, taille de police 12, police Times New Roman, marges 1.5. Les articles devront inclure :

- Titre de l'article
- Nom(s) complet(s) du/des auteur(s)
- Coordonnées complètes du/des auteur(s)
- Notice(s) biographique(s) du/des auteur(s) (max 100 mots)

Note pour les présentations orales

Les participants doivent être disponibles pour présenter leurs réflexions à la conférence qui se tiendra à Nairobi, Kenya, du 8 au 10 novembre 2010. Les articles, soumis à révision par des pairs, seront aussi publiés dans un livre de conférence par le biais d'un éditeur réputé. Pour plus d'informations, merci de contacter Leslie Nyagah sur lnyagah@idasa.org.za.